



## SÉRIE INNOVATIONS PAFO-COLEAD : Innovations et succès des PME et organisations de producteurs africaines

### SESSION N°17

#### Potentiel des marchés régionaux africains : Les succès des PME et des petits exploitants

Mercredi 21 février 2024 – 12h00-14h00 UTC / 13h00-15h00 CET

En ligne ([Zoom](#))

*Interprétation anglais-français-portugais disponible*

#### 1. Contexte

L'un des principaux moteurs de la transformation des systèmes alimentaires en Afrique réside dans le potentiel des marchés régionaux africains, les petites et moyennes entreprises (PME) et les petits exploitants jouant un rôle important.

Le commerce agricole en Afrique n'a cessé de se développer au fil du temps et la demande en importations devient particulièrement forte. Entre 1999 et 2019, la valeur des importations agricoles en Afrique a augmenté à un taux annuel moyen de 7,4 %, contre un taux de croissance des exportations agricoles de 6 %. Au cours de la même période, le commerce intrarégional (commerce avec d'autres pays africains) a également augmenté, une tendance qui devrait continuer à s'accélérer avec la mise en œuvre de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).<sup>1</sup>

La part du commerce agricole intra-africain a toujours été inférieure à 20 % au cours des dernières décennies.<sup>2</sup> Les chiffres comparables pour le commerce agricole intrarégional sont plus élevés pour l'Asie et l'Europe (plus de 60 %).<sup>3</sup>

Le marché africain de l'agriculture et de l'alimentation se développe rapidement, comme l'indiquent les projections de la Banque mondiale selon lesquelles la valeur de l'agriculture et de l'industrie

<sup>1</sup> Michael E. Johnson, Stephen Morgan et Jarrad Farris. Département américain de l'agriculture. Service de recherche économique. Les [opportunités de marché s'élargissent pour le commerce et l'investissement agricoles en Afrique](#). 2023.

<sup>2</sup> FAO et CUA. 2021. [Cadre pour la dynamisation du commerce intra-africain des produits et services agricoles](#). Addis-Abeba.

<sup>3</sup> Ibid.



Financé par  
l'Union européenne

agroalimentaire africaines devrait plus que tripler pour atteindre 1 000 milliards USD d'ici 2030, par rapport à 2010.<sup>4</sup> Les exportations de produits à valeur ajoutée d'Afrique sont plus importantes sur les marchés régionaux que sur les marchés extérieurs (hors Afrique), ces derniers étant généralement dominés par les exportations de matières premières.

La part des exportations intra-africaines en pourcentage du total des exportations africaines a augmenté, passant d'environ 10 % en 1995 à environ 17 % en 2017, mais elle reste faible par rapport aux niveaux de l'Europe (69 %), de l'Asie (59 %) et de l'Amérique du Nord (31 %). C'est une raison importante de s'attendre à ce que le commerce soit un moteur essentiel de la croissance en Afrique.<sup>5</sup>

## 2. Nouvelles opportunités offertes par la ZECLAf

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021, la ZECLAf est la plus grande zone de libre-échange au monde, réunissant les 55 pays de l'Union africaine (UA) et huit communautés économiques régionales (CER). Le mandat général de la ZECLAf est de créer un marché continental unique avec une population d'environ 1,3 milliard de personnes et un produit intérieur brut (PIB) total d'environ 3,4 billions de dollars américains.<sup>6</sup> La ZECLAf devrait contribuer à développer de nouvelles opportunités commerciales par le biais de l'intégration économique, du commerce intrarégional et de l'investissement entre les pays membres. Elle vise à éliminer les barrières commerciales et à stimuler le commerce intra-africain, à faire progresser le commerce dans la production à valeur ajoutée dans tous les secteurs de services de l'économie africaine. L'accord de libre-échange devrait permettre d'harmoniser les exigences réglementaires à travers les frontières, ce qui permettra aux opérateurs des pays africains lors d'échanger dans la région et sur le continent à un prix moins élevé. Les nouvelles possibilités d'investissement dans la production, la transformation et la distribution de denrées alimentaires en Afrique devraient profiter à l'ensemble de la chaîne de valeur.

L'intégration régionale prend également de l'ampleur, comme en témoignent les progrès réalisés dans la création d'unions douanières et les premières étapes de la mise en place d'un tarif extérieur commun au niveau régional dans plusieurs CER telles que la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Selon les résultats de la modélisation effectuée par CEA,<sup>7</sup> la ZECLAf devrait augmenter la valeur des exportations intra-africaines. On estime que la ZECLAf va stimuler le commerce intra-africain. Elle devrait, grâce à la seule suppression des droits de douane sur les marchandises, augmenter la valeur du commerce intra-africain de 15 % (soit 50 milliards de dollars) à 25 % (soit 70 milliards de dollars) en 2040, en fonction des efforts de libéralisation, par rapport à une situation sans la ZECLAf. Des données récentes de la CEA montrent que les échanges commerciaux entre pays africains couvrent davantage de produits manufacturés et transformés, bénéficient d'un plus grand transfert de connaissances et créent plus de valeur. Les produits transformés représentent une proportion beaucoup plus importante dans les exportations régionales que celles qui quittent le continent - 41,9 % contre 14,8 % en 2014. Cependant, le véritable test de la ZECLAf sera la rapidité avec laquelle les pays africains pourront accélérer la diversification des exportations et la sophistication des produits et rendre le commerce plus inclusif. La modélisation de la CEA prévoit que d'ici 2040, la ZECLAf augmentera le commerce intra-africain des produits agricoles de 20 à 30 %, les augmentations les plus élevées concernant le sucre, les légumes, les fruits, les noix, les boissons et les produits laitiers.<sup>8</sup> L'accord devrait élargir l'accès aux marchés aux niveaux régional et international, générant ainsi des recettes publiques, augmentant les revenus des agriculteurs et

---

<sup>4</sup> Banque mondiale. [Les marchés alimentaires africains pourraient créer une opportunité d'un trillion de dollars d'ici 2030](#). 2013.

<sup>5</sup> [Prospective Afrique : Principales priorités pour le continent en 2019](#). Initiative pour la croissance de l'Afrique, Brookings Institution, 2019.

<sup>6</sup> À propos de la ZECLAf. <https://au-afcfta.org/about/>

<sup>7</sup> Commission économique des Nations unies pour l'Afrique. 2018. [Évaluation empirique des modalités de la zone de libre-échange continentale africaine sur les marchandises](#). UNECA.

<sup>8</sup> Ibid.

renforçant la capacité des agriculteurs et des pays à investir dans la modernisation du secteur agricole par le biais de la transformation et de la mécanisation.

### 3. Opportunités pour les PME sur les marchés régionaux africains

Les PME contribuent de manière significative à la création d'emplois, à l'innovation et à la diversification économique dans le secteur agroalimentaire et jouent un rôle crucial dans la promotion du commerce régional et intrarégional.

Des données récentes suggèrent que les exportations de produits agroalimentaires et d'autres produits à valeur ajoutée produits en Afrique sont plus importantes sur les marchés régionaux que sur les marchés extérieurs (hors Afrique), généralement dominés par des exportations de matières premières à faible valeur.<sup>9</sup>

**Les postes-frontière à guichet unique**, également connus sous le nom de postes frontières conjoints, ont été introduits dans le cadre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique afin de réduire les formalités, les coûts et les retards lors du passage des frontières. Actuellement, les postes-frontière à guichet unique sont déployés dans toute l'Afrique dans le cadre du programme d'intégration régionale et pour compléter la mise en œuvre de régimes commerciaux simplifiés. Plus de 80 postes-frontière à guichet unique ont été planifiés ou créés dans différentes parties de l'Afrique, mais ils n'ont pas tous aligné leurs opérations.<sup>10</sup> Des études suggèrent qu'en Afrique subsaharienne, une réduction moyenne de 5 % du temps passé à la frontière pourrait entraîner une augmentation de 10 % des exportations régionales. En simplifiant les exigences et les procédures commerciales et en harmonisant les politiques frontalières, notamment en matière de visas et d'immigration, les guichets uniques aux frontières pourraient encourager la formalisation du commerce.<sup>11</sup>

Il existe de nombreuses possibilités d'utiliser les avantages offerts par **la technologie et les plateformes numériques** pour mettre en lien les PME et les petits exploitants avec les marchés régionaux. Les services bancaires mobiles, les plateformes de commerce électronique et les solutions basées sur les données peuvent combler les lacunes existantes, facilitant ainsi l'accès de ces entités au financement, aux consommateurs et à la chaîne d'approvisionnement régionale. En déployant les technologies numériques et dans le contexte de la ZLECAf, les pays peuvent participer plus efficacement au commerce intra-africain.<sup>12</sup>

**La diversification** devrait également conduire à une sophistication accrue<sup>13</sup> des produits d'exportation. L'Afrique dispose d'un potentiel de croissance significatif en raison de la croissance de la classe moyenne, en parallèle d'une population grandissante, principalement jeune et urbaine.<sup>14</sup> De plus, la croissance du PIB de l'Afrique a été favorable ces dernières années.<sup>15</sup> De plus en plus de personnes peuvent désormais acheter des biens et des services à valeur ajoutée

---

<sup>9</sup> FAO et CUA. 2021. [Cadre pour la dynamisation du commerce intra-africain des produits et services agricoles](#). Addis-Abeba.

<sup>10</sup> Banque Africaine d'Export-Imports (Afreximbank). [Rapport annuel 2020](#).

<sup>11</sup> CNUCED. Rapport sur le développement économique en Afrique 2021. [Tirer parti des avantages potentiels de la zone de libre-échange continentale africaine pour une croissance inclusive](#).

<sup>12</sup> ONU. Série sur le dialogue avec l'Afrique 2023. ADS2023. Note d'information. Croissance de la classe moyenne et substitution des importations Relier les points pour débloquent le Made in Africa.

<sup>13</sup> La sophistication des produits fait référence à la part de valeur ajoutée dans un produit, ou à l'amélioration du produit.

<sup>14</sup> Actuellement, 60 % des 1,25 milliard d'Africains ont moins de 25 ans, ce qui est le taux le plus élevé de toutes les régions du monde, et cette proportion devrait augmenter jusqu'à 20 % d'ici à 2030. Selon les projections, d'ici 2030, 17 villes africaines compteront plus de 5 millions d'habitants et 90 autres villes en compteront au moins un million. Voir Prévisions pour l'Afrique : Priorités pour le continent en 2019. Africa Growth Initiative, Brookings Institution, 2019.

<sup>15</sup> Les données de la base de données du FMI sur les perspectives économiques mondiales d'avril 2022 montrent qu'entre 2019 et 2022, le PIB de l'Afrique a augmenté en moyenne de 3,12 % par an, contre 2,42 % pour la moyenne mondiale. Alors que le PIB moyen mondial a baissé de 3,04 % en 2020 en raison de la pandémie de COVID-19, le PIB de l'Afrique a fait preuve d'une plus grande résilience, ne baissant que de 1,62 %.

produits localement. La demande croissante de produits « Fabriqué en Afrique » offre une excellente occasion de stimuler la production locale, de créer des emplois indispensables et de renforcer les relations commerciales intra-africaines.<sup>16</sup> Les produits manufacturés représentent déjà une part importante des exportations intra-africaines et la demande accrue de la classe moyenne pourrait soutenir davantage la production et les exportations à valeur ajoutée.<sup>17</sup> L'augmentation de l'urbanisation et de la classe moyenne s'accompagne d'une évolution des préférences des consommateurs. Les revenus augmentant également en milieu urbain, les consommateurs recherchent une plus grande diversité de produits alimentaires, en particulier des protéines animales, des céréales (pré-)cuites, des graisses et des sucres, ainsi que des fruits et des légumes.

### Défis à relever pour maximiser le potentiel des marchés régionaux

Dans le secteur des services agricoles, plusieurs facteurs contribuent à l'augmentation des coûts commerciaux des services et à la diminution de la compétitivité, notamment les coûts de mise en conformité, les barrières réglementaires et les différences linguistiques. Les droits de douane, les obstacles non tarifaires, l'inégalité entre les sexes et le manque de compétences limitent l'accès à l'économie formelle et contribuent donc à un faible respect des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et à des niveaux élevés d'informalité, tels que le commerce transfrontalier informel.

Le commerce intra-africain est confronté à des coûts plus élevés que dans d'autres régions en raison de l'insuffisance des infrastructures, du coût de l'activité commerciale et des barrières commerciales existantes. L'harmonisation des mesures réglementaires, le développement des infrastructures et l'abaissement des droits de douane et des mesures non tarifaires contribueront à réduire les coûts pour les entreprises.<sup>18</sup>

Le recours aux prêts bancaires en Afrique subsaharienne est plus faible que dans les autres régions en développement du monde.<sup>19</sup>

Comme l'indique le bilan biennal de 2019 de l'UA<sup>20</sup> et d'autres sources, le mauvais état des infrastructures en Afrique, telles que l'eau, les routes et les télécommunications, a réduit la croissance économique de 2 % et la productivité de 40 % par an. Répondre à la demande croissante de commerce et d'investissement dans le secteur agricole reste un défi majeur en Afrique, où l'on estime que seuls 10 % des agriculteurs ont accès au crédit.

Faciliter les échanges commerciaux en Afrique et tirer avantage de la croissance de leur propre marché aurait des effets transformateurs pour les MPME. Une meilleure connaissance de la ZECALF par les entrepreneurs leur permettrait de saisir de nouveaux marchés et de développer de nouveaux produits, faute de quoi les avantages ne profiteront qu'aux grandes entreprises agroalimentaires et excluront les MPME. Les acteurs politiques et privés devraient sensibiliser les entrepreneurs africains à la manière dont ils peuvent bénéficier de l'accord et à ce qu'ils doivent faire pour se conformer à la législation.

## 4. La voie à suivre

S'il y a eu des succès notables, des défis persistent pour libérer tout le potentiel des marchés régionaux africains. Il est essentiel de mettre davantage l'accent sur l'intensification des échanges

---

<sup>16</sup> Banque mondiale. [L'accord de libre-échange stimule le développement économique de l'Afrique](#). 2022.

<sup>17</sup> Les pays africains échangent généralement plus de produits transformés entre eux qu'avec le reste du monde. En 2014, les produits transformés représentaient 41,9 % des exportations intra-africaines, contre 14,8 % des exportations vers le reste du monde. Voir <https://www.brookings.edu/research/intra-african-trade-a-path-to-economic-diversification-and-inclusion/> pour une analyse plus approfondie.

<sup>18</sup> Service de recherche économique du département de l'Agriculture des États-Unis . Michael E. Johnson, Stephen Morgan et Jarrad Farris. [Les opportunités de marché s'élargissent pour le commerce et l'investissement agricoles en Afrique](#). 2023.

<sup>19</sup> Groupe de la Banque mondiale. 2014. Financement des PME en Afrique. Thorsten Beck. Robert Cull. Policy Research Working Paper 7018. <https://documents1.worldbank.org/curated/en/294741468006614213/pdf/WPS7018.pdf>

<sup>20</sup> AU. Revue biennale. 2019. [https://au.int/sites/default/files/documents/38119-doc-2019\\_biennial\\_review-en.pdf](https://au.int/sites/default/files/documents/38119-doc-2019_biennial_review-en.pdf)

intra-régionaux, sur les investissements transfrontaliers dans les infrastructures et sur la promotion des politiques commerciales et d'industrialisation « fabriqué en Afrique » pour assurer la prospérité future du continent et sa résistance aux chocs financiers, alimentaires, climatiques et pandémiques mondiaux. Pour que la zone de libre-échange continentale africaine change la donne, les pays d'Afrique doivent adopter des politiques qui renforcent la cohérence entre les mesures commerciales, les objectifs de diversification et l'inclusion.<sup>21</sup>

Les manques d'infrastructure, complexités réglementaires et l'accès au financement restent des obstacles importants pour les PME et les petits exploitants. Pour relever ces défis, les gouvernements, les organisations internationales et le secteur privé doivent collaborer. La transformation peut être réalisée par des améliorations de la productivité agricole, des intrants, de la mécanisation et de la gestion post-récolte grâce aux investissements, à l'innovation et à la technologie dans un cadre politique coordonné et efficacement mis en œuvre.<sup>22</sup> Pour que la ZECALF change la donne, les pays d'Afrique doivent adopter des politiques qui renforcent la cohérence entre les mesures commerciales, les objectifs de diversification et l'inclusivité.<sup>23</sup>

### Points clés pour la discussion :

- Quelles sont les opportunités offertes par les marchés régionaux aux PME et aux entreprises africaines ?
- Quelles sont les innovations nécessaires pour réussir sur les marchés régionaux ?
- Quelles incitations peuvent être offertes aux PME et aux petits exploitants pour qu'ils s'engagent sur les marchés régionaux ?

---

<sup>21</sup> CNUCED. [Rapport sur le développement économique en Afrique 2021 : Tirer parti des avantages potentiels de la zone de libre-échange continentale africaine pour une croissance inclusive](#).2021.

<sup>22</sup>FAO et CUA. 2021. [Cadre pour la dynamisation du commerce intra-africain des produits et services agricoles](#). Addis-Abeba.

<sup>23</sup> CNUCED. [Rapport sur le développement économique en Afrique 2021 : Tirer parti des avantages potentiels de la zone de libre-échange continentale africaine pour une croissance inclusive](#).2021

## SESSION N°17

### Potentiel des marchés régionaux africains : Les succès des PME et des petits exploitants

Mercredi 21 février 2024 – 12h00-14h00 UTC / 13h00-15h00 CET

En ligne ([Zoom](#))

*Interprétation anglais-français-portugais disponible*

## Programme

**12h00-12h10 Introduction:** *Dr. Babafemi Oyewole, Directeur général, PAFO*

**Modératrice :** *Isolina Boto, Responsable Réseaux et Alliances, COLEAD*

**12h10-13h00 Panel:** succès sur les marchés régionaux africains de petits exploitants et d'entreprises

- *Harry Malichi, Cofondateur et Directeur général, Wuchi Wami, Zambie*
- *Victoria Mwafulirwa, Fondatrice et Directrice générale, Homes Industries Ltd, Malawi*
- *Maimouna Coulibaly, Fondatrice et Directrice générale, FASO KABA, Mali*
- *Ntwali Ismael, Directeur des opérations, S&I FRESH LTD, Rwanda*

**13h00-13h20 Commentateurs**

- *Khalifa Aladji Abdoulaye Thiam, Directeur, JOULEU, Sénégal*
- *Andrew Ahiaku, Directeur et Chef du secteur financier, Aceli Africa*

**13h20-13h50 Débat**

**13h50-14h00 Principaux points à retenir et conclusion**

- *Jeremy Knops, Délégué général, COLEAD*



Cet évènement a été organisée dans le cadre du programme Fit For Market+ mis en œuvre par le COLEAD dans le cadre de la Coopération au Développement entre l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP), et l'Union européenne (UE).

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'UE et de l'OEACP. Son contenu relève de la seule responsabilité du COLEAD et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'UE ou de l'OEACP.